

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 118
7 septembre 2007

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Le gouvernement veut associer les directions syndicales à la liquidation du statut de la Fonction Publique, et particulièrement à la liquidation des garanties statutaires des enseignants

La responsabilité des dirigeants du SNES, du SNUIPP, de la FSU de tous les syndicats : décider de ne pas participer à la commission Pochard Rocard

Intervention du représentant front Unique au BDFN de la FSU

S'il y a une marque distinctive de la présidence de Sarkozy, c'est que c'est ouvertement que celui-ci s'affirme, sans complexes ni faux semblants, comme l'homme du MEDEF, l'homme du capital financier. Le candidat du MEDEF, quatre mois après son élection est donc allé rendre compte auprès de ses mandants, à l'université du MEDEF, des premiers résultats de son action à leur service. C'est la première fois que le président de la république fait son discours de rentrée dans un rassemblement patronal. Et c'est en toute sincérité que Parizot a affiché son enthousiasme : « *Il y a longtemps qu'on l'attendait.... On a assisté à un moment historique* »

Cet enthousiasme est justifié : le bilan des quatre premiers mois du gouvernement Sarkozy Fillon est impressionnant : cadeaux fiscaux énormes aux capitalistes et plus généralement aux possédants avec le « bouclier fiscal », le crédit d'impôt pour les emprunts immobiliers – visant d'abord à soutenir le marché immobilier autrement dit la spéculation immobilière et le patronat du bâtiment – la défiscalisation des heures supplémentaires et en même temps coups les plus brutaux contre les travailleurs et la jeunesse. La loi sur l'université liquide les garanties statutaires des personnels du supérieur. Le droit de grève est durement entamé dans les transports – en attendant que, comme Darcos l'a annoncé dans sa conférence de presse, l'Education Nationale ne subisse le même sort. Le droit à la Santé est mis en pièces, de franchises en franchises. Les flics d'Hortefeux assurent les chiffres d'expulsion d'immigrés commandés par le gouvernement pendant que ce dernier présentera dans quelques jours une nouvelle loi liquidant le regroupement familial. Et les lois sécuritaires de Dati vont remplir les prisons sans distinction d'âge au moment où Sarkozy soutient qu'il faut dépenaliser le droit des affaires!

Camarades ; que dans ces conditions, Fillon délivre un satisfecit aux dirigeants syndicaux dans l'interview qu'il a donné au Monde le 22 août où il « félicite les partenaires sociaux » pose naturellement la question : en quoi les dirigeants syndicaux ont-ils donc mérité les félicitations du gouvernement du capital financier ? Et il y a une réponse à cette question : ils ont participé à la concertation sur le service minimum et se sont prononcés pour la négociation entreprise par entreprise, ils ont participé à la concertation sur la loi sur « l'autonomie des universités » ; ils participent à la concertation sur le « contrat unique » de travail, celui qui doit instaurer le « divorce par consentement mutuel » voulu par Parizot et qui va liquider le CDI. Comme des élèves disciplinés sous la houlette d'un maître exigeant, ils savent même que la copie ne doit pas être remise en retard : ce sera avant la fin de l'année !

La FSU affirme – et c'est vrai – être la première fédération de fonctionnaires d'Etat. C'est dire sa responsabilité lorsqu'il s'agit de l'avenir de la Fonction Publique, inséparable du statut de ses fonctionnaires. Or, nous le savons, le gouvernement a décidé de supprimer 22700 postes de fonctionnaires, 11200 dans l'Education et la Recherche au budget 2008. Personne ne peut sérieusement soutenir qu'en ne supprimant « que » 11200 postes, le gouvernement aurait manifesté qu'« *il était sensible au rapport de forces* » comme l'a dit Aschiéri ! C'est en réalité un changement de braquet par rapport aux pourtant très importantes suppressions des années précédentes. Cela ne peut pas se faire en « grattant » un poste, ici ou là, en mettant un élève de plus dans une classe ici ou là. Cela réclame – d'autant que le gouvernement annonce une nouvelle accélération l'année suivante pour passer de 1/3 à 1/2 non remplacement de départ à la retraite – des « réformes de structure », pour reprendre l'expression de Fillon.

Ces réformes de structure visent d'abord le droit aux études des élèves : concentration d'options, suppression d'heures d'enseignement comme vient encore de le rappeler Sarkozy dans sa « lettre aux éducateurs » quand par ailleurs les boîtes privées de bachotage pullulent. La liquidation de la carte scolaire, l'« autonomie des établissements » doit reléguer horaires et programmes nationaux à l'état de vieux souvenirs. Ces réformes de structure doivent aussi casser le statut général de la Fonction Publique. Woerth l'a annoncé tranquillement le 17 juillet en évoquant la « *refondation du statut général comparable à l'effort qui a été conduit en 1946* » et en déclinant ce qu'il entendait par là : mobilité dans

chaque fonction publique et entre les trois fonctions publiques... « *permettre à chaque responsable de choisir ses collaborateurs* ». Il est stupéfiant que pour s'en tenir à ce dernier point qui annonce dans l'enseignement la fin de tout mouvement sur la base du barème, la nomination des personnels par les chefs d'établissement, il n'ait pas fait l'objet de la moindre prise de position ni de la fédération, ni des syndicats nationaux que cette mesure menace pourtant immédiatement dans leur existence même. Et pourtant, même la très chrétienne et patronale CFTC a déclaré que les conférences du gouvernement n'étaient qu'« *un alibi à un plan de rigueur* ». La question est donc posée : le rôle de la FSU, de ses dirigeants est-il de fournir un alibi au gouvernement en participant à ces conférences ?

Dans cette véritable orgie de concertation et de « dialogue social » à laquelle nous assistons depuis quatre mois, il en est une qui est particulièrement décisive pour le gouvernement Sarkozy Fillon : celle qui doit aboutir à casser le statut des enseignants,- « desserrer le carcan des statuts » a dit Sarkozy. Darcos a parfaitement indiqué dans sa conférence de presse, à nouveau confirmé par Sarkozy, la fonction de cette concertation : « *Nous voulons proposer aux enseignants une nouvelle façon de travailler qui participera à l'effort de réduction de la dépense publique...* » Des enseignants « *moins nombreux mais mieux payés* ». Nous savons tous ce qu'il en est des enseignants « *mieux payés* » au moment où Santini parle du point d'indice comme d'un « *crocodile empaillé* » : c'est le salaire au mérite, les heures supplémentaires défiscalisées.

Mais des enseignants moins nombreux, c'est l'objectif du « *comité chargé d'engager un profond travail de redéfinition du métier d'enseignant* », du comité Pochard- Rocard. Et nous savons tous ici comment ils comptent faire : en instaurant la bivalence, en annualisant les services !

Sarkozy devant ses maîtres du MEDEF a indiqué en toute clarté le rapport entre la « réforme » et les suppressions de poste : « *je me suis engagé à ne pas renouveler un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite... Mais c'est la réforme qui permettra de diminuer le nombre de postes et non l'inverse... Les partenaires sociaux doivent jouer le jeu : jouer le jeu pour les partenaires sociaux, c'est être responsables* ».

Les choses ont le mérite d'être posées en toute clarté. La direction de notre fédération va-t-elle « *jouer le jeu* » de la réforme et donc des suppressions de poste ? Va-t-elle prêter la main à l'offensive de liquidation de tous les statuts ?

Immédiatement : va-t-elle participer au comité Pochard Rocard ?

La première décision qui doit être prise contre les 22700 suppressions de poste, les 11200 dans l'enseignement, c'est de proposer à l'interfédérale de l'enseignement du 12 septembre le boycott de la commission Pochard Rocard. A l'inverse des « appels solennels au président de la République », appels de soumission grandiloquente au gouvernement Sarkozy Fillon, il faut dire : « *Nous n'irons pas ! Nous ne « jouons pas le jeu »* »

A partir de là, évidemment on peut discuter de l'action à engager contre le budget 2008 qui ne peut être alors que l'action par laquelle on affronte le gouvernement Sarkozy Fillon et sa majorité UMP à l'Assemblée.

Mais si la décision est prise de participer aux conférences Fonction Publique, à la commission Pochard Rocard, alors le babillage sur l'action n'est que le bruit dont on tente de couvrir les discussions feutrées dans les ministères où se scelle le sort des postes et de notre statut.

Voilà pourquoi le courant Front Unique présentera une courte motion contre la participation à la commission gouvernementale Pochard Rocard.

« *Le Bureau National de la FSU décide de boycotter la commission gouvernementale Pochard Rocard sur le métier d'enseignant dont l'objectif est, par la liquidation du statut des enseignants, de permettre de supprimer les dizaines et dizaines de milliers de postes d'enseignants à l'ordre du jour du gouvernement Sarkozy Fillon. La délégation de la FSU s'adressera le 12 septembre aux autres fédérations pour que cette position soit adoptée dans l'unité par toutes les fédérations* »

Frédéric ROLLET (SNES) est intervenu en indiquant : « *Nous irons à la commission Pochard Rocard pour demander d'abord que le gouvernement tienne ses engagements en matière de revalorisation de la fonction enseignante* ». Sont intervenus de même pour la participation à la commission les représentants des tendances EE et PRSI. La motion a donc été rejetée ne recevant les votes positifs que des représentants Front Unique et Emancipation ; Unité Action, l'Ecole Emancipée et PRSI votant contre.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

